

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Ministère des  
Relations internationales  
et de la Francophonie

Avril 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION\* ADRESSÉE À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

---

1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2020-2021 :
  - a) les endroits et dates de départ et de retour;
  - b) la copie des programmes et rapports de mission;
  - c) les personnes rencontrées;
  - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
  - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
  - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
  - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
    - les détails de ces ententes;
    - les résultats obtenus à ce jour.
  - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
  - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
  - j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts;
  - k) toute consigne sanitaire encadrant le retour de ces missions.
  
2. Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2020-2021 :
  - a) les raisons du déplacement;
  - b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
  - c) les coûts ventilés;
  - d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
  - e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
  
3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :
  - a) la ventilation des sommes dépensées pour 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022;
  - b) les noms des firmes de publicité retenues;
  - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
  - d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
  - e) le but visé par chaque dépense;
  - f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
  - g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
  
4. Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant :
  - a) la ventilation des sommes dépensées pour 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022;
  - b) les noms des firmes de publicité retenues;
  - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
  - d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
  - e) le but visé par chaque dépense;
  - f) le rapport statistique sur la portée et la clientèle visée.

Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.
  
5. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par cabinet ministériel :

  - a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;
  - b) le but visé par chaque dépense;
  - c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
  - d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

  - e) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;
  - f) le but visé par chaque dépense;
  - g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

6. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

7. La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation;
- e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.

8. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

9. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

10. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 :

- a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

11. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus initié pour l'exercice financier 2020-2021, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :
- a) le nom du projet;
  - b) la nature du projet;
  - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
  - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
  - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
  - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
  - g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
  - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
  - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
  - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
  - k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
    - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
  - l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
  - m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2020-2021.
12. Pour chaque projet de développement informatique en fononagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :
- a) le nom du projet;
  - b) la nature du projet;
  - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
  - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
  - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
  - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
  - g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
  - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
  - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
  - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
  - k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
    - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
  - l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
13. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2020-2021 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :
- a) la photocopie;
  - b) le mobilier de bureau;
  - c) l'ameublement;
  - d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
  - e) le distributeur d'eau de source;
  - f) le remboursement des frais de transport;
  - g) le remboursement des frais d'hébergement;
  - h) le remboursement des frais de repas;
  - i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
  - j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
    - I. au Québec;
    - II. à l'extérieur du Québec.

14. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2020-2021, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :
- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
  - b) le nombre de tablettes électroniques (IPAD ou autres) utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
  - c) les coûts d'acquisition des appareils;
  - d) le coût d'utilisation des appareils;
  - e) le coût des contrats téléphoniques;
  - f) les noms des fournisseurs;
  - g) le nombre de minutes utilisées;
  - h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
  - i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
  - j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
  - k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.
15. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 :
- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;
  - b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;
  - c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
  - d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
  - e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :  
– le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
  - f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
  - g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
  - h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
  - i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
  - j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
  - k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
  - l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
  - m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);
  - n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
  - o) le nombre d'employés permanents et temporaires;
  - p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
  - q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
  - r) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
  - s) le nombre de postes vacants.

16. Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2020-2021 et les prévisions pour l'année 2021-2022 de :
  - a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
  - b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
  - c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2021-2022 et les indemnités de retraite qui seront versées;
  - d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
  
17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2020-2021 en indiquant pour chacun d'eux :
  - a) l'emplacement de la location;
  - b) la superficie totale pour chaque local loué;
  - c) la superficie totale réellement occupée;
  - d) la superficie inoccupée;
  - e) le coût de location au mètre carré;
  - f) le coût total de ladite location;
  - g) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1<sup>er</sup> avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
  - h) la durée du bail;
  - i) propriétaire de l'espace loué;
  - j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant;
  - k) s'il s'agit d'un renouvellement de bail ou d'un bail concernant une nouvelle adresse;
  - l) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.
  
18. Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir :
  - a) la liste des actifs excédentaires inoccupés;
  - b) la valeur estimée de ceux-ci;
  - c) les coûts d'entretien annuel;
  - d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.
  
19. Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.
  
20. Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :
  - a) les dates des travaux;
  - b) les coûts;
  - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
  
21. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :
  - a) les dates des travaux;
  - b) les coûts;
  - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
  
22. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2020-2021, en indiquant pour chaque individu :
  - a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
  - b) le titre de la fonction;
  - c) l'adresse du port d'attache;
  - d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
  - e) la prime de départ versée, le cas échéant;
  - f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
  - g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
  - h) la description de tâches;
  - i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2020-2021;
  - j) le nombre total d'employés au cabinet;
  - k) la masse salariale totale par cabinet pour 2020-2021;
  - l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
  - m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.*
  
23. Liste des sommes d'argent versées en 2020-2021, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
  - a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
  - b) la circonscription électorale;
  - c) le montant attribué;
  - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

24. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :
- le nom de la personne;
  - le poste occupé;
  - le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
  - l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
  - la date de l'assignation hors structure;
  - la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
  - les prévisions pour 2021-2022.
25. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :
- le poste initial;
  - le salaire;
  - le poste actuel, s'il y a lieu;
  - la date de la mise en disponibilité;
  - les prévisions pour 2021-2022.
26. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2020-2021, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :
- par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
  - par catégorie d'âge;
  - prévisions pour 2021-2022.
27. Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2021-2022.
28. Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2021-2022, par mission.
29. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :
- le nom de la personne;
  - le poste occupé et le nom de l'organisme;
  - le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
  - l'assignation initiale;
  - l'assignation actuelle;
  - la date de l'assignation hors structure;
  - la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
30. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement :
- le coût de chacun;
  - le fournisseur;
  - la nature du service.
- Ventiler le montant total par catégories.
31. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement :
- le coût de chacun;
  - le fournisseur;
  - la nature du service.
- Ventiler le montant total par catégories.
32. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

33. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :
- le nom du site Web;
  - le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
  - les coûts de construction du site;
  - les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
  - les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
  - la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
  - la fréquence moyenne de mise à jour;
  - le responsable du contenu sur le site;
  - les noms de domaines réservés;
  - les coûts liés à la réservation de noms de domaines.
34. Nominations, pour 2020-2021, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :
- la liste;
  - le nom de la personne;
  - les mandats de chacune de ces personnes;
  - le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
  - le résultat du travail effectué;
  - les échéances prévues;
  - les sommes impliquées.
35. Pour 2020-2021, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :
- les régions et les villes visitées;
  - les personnes et organismes rencontrés;
  - pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
  - les raisons du déplacement;
  - l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
  - les coûts ventilés;
  - le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
36. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2020-2021 :
- le détail des mandats;
  - le coût (déplacements, etc.);
  - le nombre de ressources affectées;
  - le nombre de rencontres;
  - le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
  - l'objet;
  - les dates.
37. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
38. La liste des ententes et leur nature, signées en 2020-2021 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
39. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022.
40. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2021-2022.
41. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2020-2021 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2021 pour 2021-2022.
42. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

43. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.
44. Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2020-2021 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.
45. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
46. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2020-2021 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
47. Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :
  - a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
  - b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
48. Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne :
  - a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
  - b) fournir la liste des salaires versés.
49. La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2021-2022 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2020-2021. Pour chacun de ces programmes existants en 2020-2021, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2021-2022, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
50. Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
51. Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.
52. Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.
53. Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.
54. Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.
55. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.
56. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie.
57. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.
58. Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.
59. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :
  - a) la dépense totale (opération et capital);
  - b) les grands dossiers en cours;
  - c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques;
  - d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
  - e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.
60. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

61. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
62. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2020-2021 en indiquant pour chacun :
- le sujet;
  - la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé;
  - les coûts reliés à sa réalisation;
  - le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.
- Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.
63. Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :
- la dépense totale relative au paiement des cotisations;
  - la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
  - la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.
64. La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.
65. Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer :
- la date;
  - la nature;
  - les participants;
  - si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.
66. Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :
- la date;
  - la nature;
  - les questions posées;
  - les réponses;
  - la firme retenue;
  - les coûts.
67. Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :
- le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;
  - le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.
68. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2020-2021.
69. Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2020-2021.
70. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2020-2021.
71. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021.
72. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2020-2021.
73. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.
74. Toute sommes dépensées et action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).

75. Toute sommes dépensées et action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».
76. Toute sommes dépensées et action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».
77. Toute sommes dépensées et action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.
78. Toute sommes dépensées et action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».
79. Toute sommes dépensées et action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».
80. Toute sommes dépensées et action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.
81. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la main d'œuvre.
82. Toute sommes dépensées et action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».
83. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.
84. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.
85. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'agriculture durable 2020-2030.
86. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.
87. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.
88. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2017-2022.
89. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.
90. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.
91. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.
92. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action en économie numérique 2016-2021.
93. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie maritime 2015-2030.
94. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.
95. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023.
96. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action de la politique internationale du Québec 2018-2020.
97. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan pour une économie verte 2020-2030.

98. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020.
99. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.
100. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.
101. Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la conciliation travail-famille.
102. Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS)
103. Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'électrification des transports.
104. Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.
105. Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2020-2021, au sein du ministère ou de l'organisme :
  - a) nombre d'employés au total en ayant bénéficié
  - b) nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2021;
  - c) proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.
106. Coût total des primes COVID-19 accordées au sein du ministère ou de l'organisme, montant individuel de ces primes et nombre d'employés qui en ont bénéficié en 2020-2021.
107. Nombre de mises à pieds et de non-renouvellement de contrats découlant de la pandémie de la COVID-19, au sein du ministère ou de l'organisme, en 2020-2021.
108. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.).
109. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.
110. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) :
  - a) liste des contrats;
  - b) nom du fournisseur;
  - c) montant déboursé.
111. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.
112. Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.
113. Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 :
  - a) les sommes dépensées;
  - b) le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE)
  - c) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.
114. Concernant l'achat de matériel de protection individuel par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 :
  - a) total des dépenses réalisées;
  - b) type de matériel de protection acquis (gants, gels, visières, etc.);
  - c) liste des fournisseurs retenus;
  - d) coûts d'installation;
  - e) liste des contrats accordés et montants déboursés;
  - f) si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif.

115. Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir :
- le total des sommes dépensées;
  - le nom des fournisseurs retenus;
  - la liste des contrats.
116. Fournir chaque avis reçu par le ministère ou l'organisme de la part de la Direction nationale de la Santé publique, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) ou, en lien avec la pandémie de la COVID-19.
117. Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.
118. Nombre de plaintes reçues par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en lien avec la pandémie de COVID-19. (Préciser le nombre de plaintes provenant des employés et le nombre de plaintes provenant du public).
119. Consignes et directives données aux employés des cabinets ministériels en lien avec la pandémie de COVID-19 et leur présence au bureau en 2020-2021.
120. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2020-2021 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :
- le nombre d'autorisations;
  - le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
  - le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
  - le montant accordé;
  - les motifs de la demande.
121. Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant :
- le nom du professionnel ou de la firme;
  - les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
  - le coût;
  - l'état de prestation des services;
  - l'échéancier.
122. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant, pour chaque contrat :
- les noms du professionnel ou de la firme;
  - les noms de tous les sous-traitants associés au contrat;
  - leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
  - le coût;
  - l'échéancier;
  - dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
123. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2020-2021 :
- le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
  - le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
  - le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
  - le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.
124. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.
125. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
126. Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2020-2021, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).
127. Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021 ; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.

128. Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.
- nombre de stagiaires reçus;
  - heures de stages effectués;
  - rémunération totale déboursée.
129. Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant :
- nombre total de véhicules;
  - le type de véhicules;
  - le nombre de véhicules hybrides;
  - le nombre de véhicules hybrides rechargeables;
  - le nombre de véhicules électriques.
130. Veuillez fournir une liste des actions effectuées dans le ministère ou l'organisme en lien avec le PACC 2020, pour 2019-2020, incluant :
- les sommes dépensées pour chaque action;
  - le nombre d'ETC dédiés au suivi ou à la mise en œuvre de chaque action.
131. Fournir la liste des rencontres avec des représentants autochtones, avec la date de la rencontre, les nations représentées et l'objet de la rencontre.
132. Faire une liste de toutes les analyses différenciées selon les sexes (ADS+) effectuées au sein de tous les ministères et tous les organismes. Donner le coût pour effectuer chacun de ces analyses en ETC ou le montant du contrat octroyé.

## Ministère des Relations internationales et de la Francophonie

### Déplacement hors Québec / Étude des crédits

POUR LA PÉRIODE DU : 2020-04-01 AU 2021-02-28

MOIS	# CT	NOM DU (DES) FONCTIONNAIRES (Fonction) Port d'attache	DESTINATION(S)	DÉPART	ARRIVÉE	BUT DE LA MISSION	COÛT RÉEL
------	------	---	----------------	--------	---------	-------------------	-----------

**août 2020**

00302008112	Métivier, Louis <i>(Directeur)</i> Québec	Dakar, Sénégal	2020-08-19	2020-09-27	Participation à une mission administrative.	<b>9 528,60\$</b>
-------------	---	----------------	------------	------------	---	-------------------

Coût total:

**septembre 2020**

00302009143	St-Cyr, Hélène <i>(Technicien)</i> Québec	Ottawa, Canada	2020-09-16	2020-09-18	Participation à la mission du premier ministre.	<b>1 156,69\$</b>
-------------	---	----------------	------------	------------	---	-------------------

Coût total:

00302009144	Allard, Marc-André <i>(Professionnel)</i> Québec	Ottawa, Canada	2020-09-16	2020-09-18	Participation à la mission du premier ministre.	<b>603,73\$</b>
-------------	--	----------------	------------	------------	---	-----------------

Coût total:

**MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE**

**Déplacement hors Québec / Étude des crédits**

POUR LA PÉRIODE DU : 2020-04-01 AU 2021-02-28

# CT	NOM DU (DES) FONCTIONNAIRES	DESTINATION(S)	DÉPART	ARRIVÉE	BUT DE LA MISSION	COÛT RÉEL
------	-----------------------------	----------------	--------	---------	-------------------	-----------

---

Mois	Nom des fonctionnaires	Destination(s)	Mission		But de la mission / Principales personnes rencontrées	Transport	Hébergement	Transport local	Per diem	Autres	Coût total
			Du	Au							
Avril 2020											
Mai 2020											
Juin 2020											
Juillet 2020											
Août 2020											
Septembre 2020											
Octobre 2020											
Novembre 2020											
Décembre 2020											
Janvier 2021											
Février 2021											
Mars 2021											

AUCUNE MISSION HORS QUÉBEC PENDANT LA PANDÉMIE COVID-19

---

**QUESTION** Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2020-2021 :

**RG-02**

- a) les raisons du déplacement;
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- c) les coûts ventilés;
- d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants

---

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 18).

**MRIF**

Aucun déplacement au Québec.

**LOJIQ 2019-2020**

Aucun déplacement en raison de la pandémie de la COVID-19.

**QUESTION  
RG-03**

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24).

<http://www.mrif.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information/divulgation-renseignements-relatifs-depenses>

a) b) c) e)

Fournisseur	But visé	Coûts (\$)	Mode d'octroi
<b>Placements publicitaires</b>			
Chambre de Commerce Canada-BENELUX	Placement publicitaire dans une brochure annuelle	384 \$	Gré à gré
Fédération québécoise des municipalités locales et régionales	Parution d'un encart publicitaire dans le magazine Quorum-Édition Septembre 2020	1 620 \$	Gré à gré
Fonds des biens et des services (MTESS)	Services de montage vidéo	3 337 \$	Gré à gré
GMS MEDIA & Communication	Achat d'un espace publicitaire au journal « LE MATIN »	1 393 \$	Gré à gré
Merlicom inc.	Placement publicitaire dans différents magazines	2 540 \$	Gré à gré
<b>Articles promotionnels</b>			
Club Imprimerie inc.	Objets promotionnels	468 \$	Gré à gré
Compo Orléans	Objets promotionnels	115 \$	Gré à gré
Fonds des biens et des services (MTESS)	Objets promotionnels	5 825 \$	Gré à gré
Mélody's Canada	Objets promotionnels	131 \$	Gré à gré
Prolit	Objets promotionnels	384 \$	Gré à gré
<b>Services d'impression</b>			
Club Imprimerie inc.	Services d'impression	538 \$	Gré à gré
Les Copies de la Capitale	Services d'impression	372 \$	Gré à gré

**QUESTION  
RG-03**

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

**LOJIQ**

Année 2020-2021			
Fournisseur	But visé	Coûts (\$)	Mode d'octroi
Facebook	Commanditer certaines publications avec un public cible	469 \$	Gré à gré
Carmen Ocegüera	Conception vidéo	240 \$	Gré à gré
ISSUU	Présentation dynamique de fichiers pdf sur site internet	300 \$	Gré à gré
Le courrielleur	Envoi de l'infolettre bimensuelle	1 428 \$	Gré à gré
Réseau Québec-France	Commandite	1 000 \$	Gré à Gré

d) f) g) Ces sous-questions semblent non pertinentes à l'étude des crédits.

**QUESTION  
RG-04**

Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021 ;
- b) les noms des firmes de publicité retenues ;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes ;
- e) le but visé par chaque dépense ;

Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

a) b) c) e)

**MRIF**

Fournisseur	But visé	Coûts	Mode d'octroi
Beijing Siyong Graphic Design Co.,Ltd	Placement publicitaire	7 101 \$	Gré à gré
Blacklemon	Placement publicitaire	1 207 \$	Gré à gré
CNW Telbec	Placement publicitaire	1 688 \$	Gré à gré
Cyberimpact	Placement publicitaire	1 910 \$	Gré à gré
Facebook	Placement publicitaire	672 \$	Gré à gré
Fédération québécoise des municipalités locales et régionales [FOM]	Placement publicitaire	2 054 \$	Gré à gré
Fonds des biens et des services (MTESS)	Montage vidéo	8 560 \$	Gré à gré
Groleau, Stéphane (photographe d'architecture)	Services de photographie	150 \$	Gré à gré
Kabane Agence de Marques inc.	Placement publicitaire	2 500 \$	Gré à gré
Le Français et la France	Placement publicitaire	355 \$	Gré à gré
Le monde du Français	Placement publicitaire	315 \$	Gré à gré
Lycée International de Boston	Placement publicitaire	318 \$	Gré à gré
Nadeau, Émilie (photographe)	Services de photographie	500 \$	Gré à gré
PBB Creative Consultant Ltd	Placement publicitaire	7 015 \$	Gré à gré
Télescope Films inc.	Montage vidéo	900 \$	Gré à gré

**LOJIQ**

Fournisseur	But visé	Coûts	Mode d'octroi
Facebook	Commanditer certaines publications avec un public cible	469 \$	Gré à gré

d) f) Ces sous-questions semblent non pertinentes à l'étude des crédits.

**MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE**

**QUESTION** Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément : Par le cabinet ministériel :

**RG-05**

a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;

b) le but visé par chaque dépense;

c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

e) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;

f) le but visé par chaque dépense;

g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

i) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;

j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;

k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);

l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;

m) le but visé par chaque dépense;

n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

a) o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

**MRIF**

a) b) c) f) m) e) i) g) l) n)

Date	Type d'événement	But visé	Liste des fournisseurs	Coût global de l'événement	Mode d'octroi
2020-10-05	Conférence de presse dans le cadre du Salon international de l'importation de Chine	Promotion des produits d'exportation québécois dans le cadre du plus grand salon international de l'importation en Asie.	Cancham Shanghai	2 468 \$	Gré à gré
2020-10-28	EduCanada Virtual Fair in Western Europe	Promotion de l'offre éducative du Québec en Italie	FPP EDU MEDIA LLC	500 \$	Invitation
2020-11-14	Dépôt du rapport du Groupe d'action contre le racisme (GACR)	L'important mandat confié par le premier ministre au GACR consistait à proposer des mesures et des actions que le gouvernement du Québec pourrait mettre en œuvre rapidement afin de s'attaquer concrètement au problème du racisme sur son territoire.	Duoson MTESS – Photographe	6 523 \$	Gré à gré
2021-02-26	Inauguration du kiosque du Québec au Flower Expo Asie 2021	Évènement de promotion du Québec dans le domaine environnemental dans le cadre des 10 ans de l'Entente multisectorielle entre Québec et Shanghai	Bele Business Co. Ltd Shanghai Zhenyi Yuanyi Co. Ltd.	953 \$	Gré à gré

<b>SOURCE :</b>	<b>MRIF - LOJIO</b>	<b>QUESTION :</b>	<b>RG-05 - BLANC</b>	<b>PAGE :</b>	<b>1 de 2</b>	<b>DATE :</b>	<b>2021-03-24</b>
-----------------	---------------------	-------------------	----------------------	---------------	---------------	---------------	-------------------

**QUESTION** Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément : Par le cabinet ministériel :

## RG-05

a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;

b) le but visé par chaque dépense;

c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

e) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;

f) le but visé par chaque dépense;

g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

i) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;

j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;

k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);

l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;

m) le but visé par chaque dépense;

n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

a) o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

## LOJIQ

Aucune.

**d) j) k) h) n) o) :** Ces sous-questions semblent non pertinentes à l'étude des crédits.

SOURCE :	MRIF - LOJIQ	QUESTION :	RG-05 - BLANC	PAGE :	2 de 2	DATE :	2021-03-24
----------	--------------	------------	---------------	--------	--------	--------	------------

**QUESTION**  
**RG-06**

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- a) i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

**MRIF**

L'information demandée est disponible sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23).

**LOJIQ**

Aucune.

---

**QUESTION** La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant :

**RG-07**

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022;
  - b) le but visé par chaque dépense;
  - c) la nature de la formation;
  - d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation;
  - e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.
- 

L'information demandée est disponible sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23).

**MRIF**

Aucune.

**LOJIQ**

Aucune.

**QUESTION  
RG-08**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Par le ou les cabinets ministériels en 2019-2020, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est corrigé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Fournisseur	Description	Montant	Mode d'octroi
Alex Barrabes Consultant- gestion de projet	Services professionnels	1 800,00 \$	Gré à gré
Alia conseil inc.	Services professionnels (accompagnement stratégique)	1 050,00 \$	Gré à gré
Alton Aviation Consultancy	Service professionnels (expertise commerciale)	13 797,75 \$	Gré à gré
América Interprétation inc.	Services de traduction	2 746,60 \$	Gré à gré
Anglocom inc.	Services de traduction	4 805,37 \$	Gré à gré
Antenne Créative	Services professionnels - organisation de conférence	2 671,44 \$	Gré à gré
Ass. québécoise des organismes de coopération internationale [AQOCI]	Services professionnels	2 000,00 \$	Gré à gré
Automatic Data Processing Ltd	Services professionnels (paie)	10 278,36 \$	Gré à gré
Blok & Van den Boogaard	Services professionnels (paie)	1 450,33 \$	Gré à gré
Bordage, Gilles (traducteur)	Services de traduction	1 040,00 \$	Gré à gré
Boulkerch, Ibtissam	Services professionnels	7 447,82 \$	Gré à gré
BTS Baumann - Services professionnels, conseiller fiscal	Services professionnels	1 665,14 \$	Gré à gré
BTS Dr. Baumann Treuhand Steuerberatungsgesellschaft	Services professionnels (paie)	10 197,80 \$	Gré à gré
Bureau d'expertise Wagnies & De Keghel SPRL	Services professionnels	4 560,30 \$	Gré à gré
Cabinet d'avocats Racine	Services professionnels	6 977,71 \$	Gré à gré
Cadiciss	Services professionnels	16 326,00 \$	Gré à gré
Capitalia (Traitement de la paie)	Services professionnels (paie)	4 716,05 \$	Gré à gré
Chambre de Commerce de Gatineau (Export Outaouais)	Services professionnels	3 000,00 \$	Gré à gré
Cherenfant, Deborah	Services professionnels	1 000,00 \$	Gré à gré
Claveau, Catherine (médiateur)	Services professionnels	3 205,25 \$	Gré à gré
CNW Group	Services de veille médiatique	7 700,96 \$	Gré à gré
CNW Telbec	Services professionnels (diffusion des communiqués de presse)	1 688,00 \$	Gré à gré
Colliers International Japan KK	Services professionnels	12 305,92 \$	Gré à gré
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	Services professionnels	5 625,00 \$	Gré à gré
Côté, André	Services professionnels	1 800,00 \$	Gré à gré

**QUESTION  
RG-08**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Par le ou les cabinets ministériels en 2019-2020, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est corrigé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Fournisseur	Description	Montant	Mode d'octroi
Côté, Paul Raymond (traducteur)	Services de traduction	1 802,15 \$	Gré à gré
Crestview Strategy USA LLC	Services professionnels	17 417,50 \$	Gré à gré
Deloitte Côte d'Ivoire	Services professionnels (paie)	4 281,00 \$	Gré à gré
Deltek, inc.	Services professionnels	12 583,87 \$	Gré à gré
Dezan Shira & Associates Vietnam Limited	Services professionnels	12 379,66 \$	Gré à gré
Düsseldorf Schauspielhaus	Services professionnel	11 638,50 \$	Gré à gré
École nationale d'administration publique (ENAP)	Services professionnels - accompagnement	2 250,00 \$	Gré à gré
Expertise ressources humaines inc.	Services professionnels - accompagnement	3 093,75 \$	Gré à gré
GardaWorld Systèmes de Sécurité	Services de gardiennage	3 815,00 \$	Gré à gré
Gérisco	Service professionnel (implantation de système de gestion de risques intégrés)	5 833,00 \$	Gré à gré
Groupe infynia	Services de surveillance	14 560,00 \$	Gré à gré
I.C.I. Influence communications inc.	Services professionnels (revue de presse)	22 925,84 \$	Gré à gré
International Experts BMT Mexico	Services professionnels	5 200,00 \$	Gré à gré
IZIBIZNESS (E&R)	Services professionnels (paies)	14 460,14 \$	Gré à gré
Kandé, Salif	Services professionnels	15 500,00 \$	Gré à gré
Lafleur, Michel (007)	Services professionnels	1 235,86 \$	Gré à gré
LinkedIn Corporation	Services professionnels	16 500,48 \$	Gré à gré
Lizotte Médico-Experts	Services professionnels	1 765,00 \$	Gré à gré
LJT Publicité inc.	Services professionnels	7 662,00 \$	Gré à gré
LLYC firme de relations publiques	Services professionnels	4 800,00 \$	Gré à gré
Lucky Time - expert en communications numériques	Services professionnels (expertise en communication numérique)	2 900,00 \$	Gré à gré
Lu's Paragraph BVBA	Services professionnels	2 155,62 \$	Gré à gré
M.A Business Strategy – Consultant	Services professionnels	1 800,00 \$	Gré à gré
Maria Isabel Ribote – consultante cinéma	Services professionnels	5 000,00 \$	Gré à gré
Martilliani, Isabelle	Services professionnels (traduction)	2 572,87 \$	Gré à gré
Martinez, Martin (États-Unis)	Services professionnels (paie)	3 131,78 \$	Gré à gré
MASSIMO CARRIERI	Services professionnels (paie)	13 432,47 \$	Gré à gré

**QUESTION  
RG-08**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Par le ou les cabinets ministériels en 2019-2020, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est corrigé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Fournisseur	Description	Montant	Mode d'octroi
Mazars Tunisie	Services professionnels (étude de marché)	5 700,00 \$	Gré à gré
Mecal	Services professionnels	1 025,21 \$	Gré à gré
Menke, Uli (France)	Services professionnels - traduction	1 538,30 \$	Gré à gré
Missions commerciales de l'université Laval	Services professionnels	9 400,00 \$	Gré à gré
Municipalité régionale de comté de Kamouraska	Services professionnels	2 000,00 \$	Gré à gré
Nexus	Services professionnels (étude de marché)	7 500,00 \$	Gré à gré
Om Films Inc	Services professionnels	1 149,75 \$	Gré à gré
Partena	Services professionnels (assurances)	9 551,89 \$	Gré à gré
Piekar, Daniel (Argentine)	Services professionnels	2 000,00 \$	Gré à gré
Protection Civile Paris	Services professionnels	1 276,39 \$	Gré à gré
Quentus Conseil inc.	Services professionnels (accompagnement stratégique)	8 875,00 \$	Gré à gré
Raymond Chabot Grant Thornton & cie S.E.N.C.R.L.	Services professionnels (étude de marchés)	18 800,00 \$	Gré à gré
ReedMidem	Services professionnels	1 295,33 \$	Gré à gré
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Services professionnels	3 926,40 \$	Gré à gré
Salimi, Yasmine (Allemagne)	Services professionnels (traduction)	1 845,96 \$	Gré à gré
Sauvé, Rachel (003)	Services professionnels	1 515,00 \$	Gré à gré
Senéchal, Pierre (Révision linguistique)	Services professionnels (traduction)	1 960,00 \$	Gré à gré
Service Goexport inc.	Services professionnels – étude des marchés	39 300,00 \$	Gré à gré
Sotra Avocats	Services professionnels	8 416,76 \$	Gré à gré
Spire Advisory Group	Services professionnels	13 357,19 \$	Gré à gré
Spire Advisory Group	Services professionnels	15 840,00 \$	Gré à gré
T. Rowe Price Retirement Plan Services	Services professionnels	1 933,33 \$	Gré à gré
Thuot, Jean-François (autres services)	Services professionnels (étude de marchés)	20 000,00 \$	Gré à gré
Trade in Motion LLC	Services professionnels (étude de marchés)	11 750,00 \$	Gré à gré
Traductions Elgue.Com	Services professionnels (traduction)	4 611,10 \$	Gré à gré

**QUESTION  
RG-08**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Par le ou les cabinets ministériels en 2019-2020, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est corrigé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Fournisseur	Description	Montant	Mode d'octroi
Trésor Public-Agent comptable de l'Université Sorbonne-Nouvelle	Services professionnels	28 413,09 \$	Gré à gré
Trifermed	Services professionnels (étude de marché)	7 500,00 \$	Gré à gré
Troy DeFrank	Services professionnels (étude de marchés)	7 737,29 \$	Gré à gré
Virna de Araujo Miranda-ME	Services professionnels	23 148,52 \$	Gré à gré
Von Seelstrang & Partner mbB	Services professionnels	10 221,33 \$	Gré à gré
Zeitoun-Kernevez, Catherine (France)	Services professionnels	1 057,58 \$	Gré à gré

**LOJIO**

Nom fournisseur	Description	Montant	Mode d'octroi
ALLIED Services d'entretien	Service d'entretien ménager du bureau de Montréal	20 450 \$	Gré à gré (renouvellement)
KPMG	Vérification comptable pour l'OFQJ	20 882 \$	Gré à gré (renouvellement)
Treize Web	Banque d'heures pour les améliorations du site Internet	2 500 \$	Gré à gré
Lafrenière, Catherine	Chargé communications pigiste Québec Volontaire	6 290 \$	Gré à gré
Victrix	Mise en place d'Intune et transfert d'expertise	7 875 \$	Gré à gré
Yannis Hardy	Graphisme	1 610 \$	Gré à gré
GPG Solution	Transfert des bases de données LOJIO	9 380 \$	Gré à gré (choix parmi plusieurs soumissionnaires)
Atelier de conversation anglaise (ACA)	Formation linguistique	9 091 \$	Gré à gré
CGI	Diagnostic et recommandation le nouveau parcours pour la refonte du CRM	44 543 \$ \$	Gré à gré (choix parmi plusieurs soumissionnaires)
SOGEMAP	Accompagnement en vue de production d'une politique de gestion des risques	5 625 \$	Gré à gré
Groupe Sécur Plus	Sécurité informatique	4 445 \$	Gré à gré
ESI	Configuration SharePoint dans le cadre du projet de transformation infonuagique	18 375 \$	Gré à gré (choix parmi plusieurs soumissionnaires)
Keroul	Formation aux équipes sur l'accueil et la prestation des services aux personnes ayant une déficience.	1 800 \$	Gré à gré

---

**QUESTION** Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :  
**RG-09** a) la liste des soumissions et le montant de chacune;  
b) la grille d'évaluation des soumissions;  
c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;  
d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;  
e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

---

MRIF

a) Aucun

LOJIQ

a) Aucun

b) c) d) e) Ces sous-questions ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

**QUESTION**  
**RG-10**

- Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 :
- a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
  - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
  - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
  - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
  - e) une description de son mandat;
  - f) la date de début de son contrat;
  - g) la date prévue de fin de son contrat;
  - h) sa rémunération annuelle.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

**QUESTION  
RG-11**

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2020-2021, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
  - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.

MRIF :

Question	Réponse
a) Le nom du projet	Système de partage d'informations internationales (SPII) Phase : Dossier d'affaires
b) La nature du projet	Développer un système de partage d'information sur l'action internationale du Québec pour appuyer les partenaires internes et externes actifs sur la scène mondiale
c) L'échéancier initial	Cette sous-question semble non-pertinente à l'exercice de l'étude des crédits
d) Le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet	85,0 k\$
e) Les plus récentes évaluations du coût projet	Cette sous-question semble non-pertinente à l'exercice de l'étude des crédits
f) Les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière	77,0 k\$
g) L'estimation des coûts restants à déboursier	Cette sous-question semble non-pertinente à l'exercice de l'étude des crédits
h) Les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;	Cette sous-question semble non-pertinente à l'exercice de l'étude des crédits
i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;	90 %
j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet	Cette sous-question semble non-pertinente à l'exercice de l'étude des crédits
k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;</li> </ul>	Cette sous-question semble non-pertinente à l'exercice de l'étude des crédits

**QUESTION  
RG-11**

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2020-2021, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
  - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.

l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;	Oui. Sans possibilités.
m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.	Sans objet.

LOJIQ :

a) Transformation infonuagique (CCTI d'ITQ)	a) Plan d'action en sécurité informatique (SCT)	a) Refonte du CRM (LOJIQ)
b) En vertu du Décret 38-2019, le gouvernement du Québec exige que les organismes publics (OP) transposent leurs charges de travail informatiques en environnement infonuagique d'ici le 31 mars 2023, sauf pour les OP qui font partis du projet pilote (31 décembre 2020).  d) 28 000 \$ f) 32 000 \$ i) 100 % l) non m) il n'y a pas	b) Demande du SCT pour le dépôt d'un plan d'action pour la mise en place de 15 mesures de sécurité minimales à déployer afin de prendre en charge certains risques de sécurité de l'information présents à l'échelle gouvernementale.  d) 5 000\$ f) 145 \$ i) 3 % l) non m) il n'y a pas	b) Première étape qui vise à obtenir une recommandation formelle permettant d'améliorer l'expérience client afin de simplifier et personnaliser l'ensemble des parcours mobilités, d'améliorer l'expérience employé, d'optimiser l'utilisation des outils TI en faisant les bons choix d'architecture.  d) 39 905\$ f) 44 543 \$ i) 100 % l) ne s'applique pas m) il n'y a pas

c) e) g) h) j) k) Ces sous-questions ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

Est considéré comme un projet informatique celui qui répond aux critères définis dans les Règles relatives à la planification et à la gestion des ressources informationnelles ([https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources\\_informationnelles/cadre\\_reference/regles-relatives-planification-gestion-ressources-informationnelles.pdf](https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_informationnelles/cadre_reference/regles-relatives-planification-gestion-ressources-informationnelles.pdf))

**QUESTION  
RG-12**

Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet ;
- b) la nature du projet ;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ;
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet ;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet ;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ;
  
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère ;
- l) la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- m) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

Veillez vous référer à la RG-11.

**QUESTION  
RG-13**

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2020-2021, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes:

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement, incluant les oeuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
  - I. a) au Québec;
  - II. b) à l'extérieur du Québec.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

**MRIF**

	<b>Cabinet BSM, SMA</b>
<b>Catégories</b>	<b>Montants</b>
a) Photocopie *	* 755 \$
b) Mobilier de bureau	-
c) Ameublement (en attente retour GI)	-
d) Décoration et embellissement	-
e) Distributeurs d'eau de source	-
f) g) h) Frais de transport, hébergement, repas	-
i) Remboursement des frais d'alcool et de fêtes	-
j) i) Formation au Québec	984 \$
j) ii) Formation à l'extérieur du Québec	-

\* Les coûts de photocopie sont assumés pour les bureaux de Québec et Montréal.

**LOJIQ**

<b>Catégories</b>	<b>Montants</b>
a) Photocopie	-
b) Mobilier de bureau	-
c) Ameublement	-
d) Décoration et embellissement	-
e) Distributeurs d'eau de source	-
f) g) h) Frais de transport, hébergement, repas	6 200 \$
i) Remboursement des frais d'alcool et de fêtes	-
j) i. Formation linguistique	-
j) ii. Formation à l'extérieur du Québec	-

**QUESTION  
RG-14**

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2020-2021, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- b) le nombre de tablettes électroniques (IPAD ou autres) utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- c) les coûts d'acquisition des appareils;
- d) le coût d'utilisation des appareils;
- e) le coût des contrats téléphoniques;
- f) les noms des fournisseurs;
- g) le nombre de minutes utilisées;
- h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- i) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.

**MRIF :**

*Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.*

*L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25).*

<http://www.mrif.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information/divulgarion-renseignements-relatifs-depenses>

c), d), e), h), i), j) :

Coûts globaux : 47 985 \$

**LOJIQ :**

c), d), e), h), i), j) :

Coûts globaux : 7 763 \$

a) b) f) g) k) : Ces sous-questions ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

**RG-15****15 a) Minorités visibles 35 ans et +**

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus.

**15 b) Minorités visibles - de 35 ans**

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins.

**15 c) Jours de maladie**

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.

**15 d) Réserve de maladie**

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.

**15 e) Heures supplémentaires**

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :

- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.

**15 f) Jours de vacances**

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.

**15 g) Réserve de jours de vacances**

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.

**15 h) Plaintes harcèlement psychologique**

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.

**15 i) Personnel double rémunération**

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

**15 j) Effectifs par catégorie d'emploi et par territoire**

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

## RG-15

### 15 k) Effectifs complexité

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

### 15 l) Effectifs traitement supérieur

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.

### m) Postes par catégorie d'emploi

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).

### 15 n) Effectifs 5 prochains exercices

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

### 15 o) Nombre employés permanents et temporaires

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : o) le nombre d'employés permanents et temporaires.

### 15 p) Départs volontaires

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

### 15 q) Postes abolis par ministère

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi.

### 15 r) Effectif autorisé Loi 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs.

### 15 s) Postes vacants

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés ventilé par région.



## C) Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.

Note : La donnée présente tous les employés du Ministère assujettis à la *Loi sur la fonction publique*.  
936 jours

## D) Le nombre de personne ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et plus de 100 jours et plus

Note : Les données de ce tableau présentent tous les employés du Ministère assujettis à la *Loi sur la fonction publique*.

MRIF	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
	74	128	67	46

## E) Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires

Année 2020-2021						
	Total d'heures sup. effectuées	Rémunération des heures sup. effectuées	Total d'heures supplémentaires payées	Rémunération des heures sup. payées	Total d'heures sup. compensées	Rémunération des heures sup. compensées
MRIF	3 212,15	147 438,17 \$	1 773,66	87 273,59 \$	1 438,49	60 164,58 \$

## F) Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel

Note : Les données de ce tableau présentent tous les employés du Ministère assujettis à la *Loi sur la fonction publique*.

MRIF : 5866 jours

Année 2020-2021												
	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars
93	93	146	492	1285	1652	486,5	237	88,5	769	261,5	150,5	205

- G) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus**  
**Note : Les données de ce tableau présentent tous les employés du Ministère assujettis à la Loi sur la fonction publique.**

MRIF	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
	140	123	10	2

- H) Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique**

Données non pertinentes à l'étude des crédits.

- I) Le nombre de personnes relevant du ministère et recevant une prestation de retraite**

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renforcent des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1<sup>o</sup> de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

- J) L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi**

Catégorie d'emploi	Total de l'effectif régulier
	2020-2021
Administrateurs d'État et cadres	60
Professionnels	196
Fonctionnaires	64
Ouvriers	2
<b>TOTAL</b>	<b>322</b>

MRIF

**K) L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir**

	Année 2020-2021
MRIF	39

**L) Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie**

	Année 2020-2021
MRIF	41

**M) Le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire de travail**  
MRIF

	Année 2020-2021		
	Québec	Montréal	Réseau
Administrateurs d'État et cadres	42	2	25
Professionnels	181	4	35
Fonctionnaires	73	3	0
Ouvriers	2	0	0
<b>Total</b>	<b>298</b>	<b>9</b>	<b>60</b>
<b>TOTAL POUR LA PÉRIODE</b>	<b>367</b>		

**N) O) P) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).**

**Q) Pour chaque direction du ministère ou direction de l'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi pour 2020-2021 et les cinq années précédentes.**

	Siège	Réseau
Nombres de postes	0	0

**R) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).**

**S) Le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.**

	Siège	Réseau
Nombres de postes	34	11

A) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes pour 2020-2021 : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) 35 ans et plus.

Note : Les données de ces tableaux présentent uniquement les employés réguliers du Ministère assujettis à la Loi sur la fonction publique.

35 ans et plus : LOJIQ												
Année 2020-2021												
Catégorie d'emploi	Total		Personnes handicapées		Membres des communautés culturelles		Anglophones		Autochtones			
	Masculin	Féminin	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB		
Administrateurs d'État	1	0	2,2%	0,0%	0,0%		0,0%		0,0%			
Cadres	5	2	11,1%	4,4%	8,9%	4	0,0%		0,0%			
Professionnels	7	9	15,6%	20,0%	20,0%	9	0,0%		0,0%			
Adjoints / Techniciens	2	8	4,4%	17,8%	2,1%	1	11,1%		2,2%	1		
Ouvriers	0	0	0,0%	0,0%	0,0%		0,0%		0,0%			
<b>Total :</b>	<b>15</b>	<b>19</b>	<b>33,3%</b>	<b>42,2%</b>	<b>2,1%</b>	<b>1</b>	<b>40,0%</b>	<b>0</b>	<b>2,2%</b>	<b>1</b>		

**B) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes pour 2020-2021 : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) 35 ans et moins.**

Note : Les données de ces tableaux présentent uniquement les employés réguliers du Ministère assujettis à la Loi sur la fonction publique.

35 ans et moins : LOJIQ												
Année 2020-2021												
Catégorie d'emploi	Total		Personnes handicapées		Membres des communautés culturelles		Anglophones		Autochtones		NB	
	Masculin	Féminin	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB		
Administrateurs d'État	0	0	0,0%	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%		
Cadres	0	7	0,0%	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%		
Professionnels	0	7	0,0%	15,6%	0,0%	1	2,2%	0,0%	0,0%	0,0%		
Adjoints / Techniciens	3	1	6,7%	2,2%	0,0%	0	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%		
Ouvriers	0	0	0,0%	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%		
<b>Total :</b>	<b>3</b>	<b>8</b>	<b>6,7%</b>	<b>16,7%</b>	<b>0,0%</b>	<b>1</b>	<b>2,1%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0</b>	

**C) Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.**

LOJIQ : 96 jours

**D) Le nombre de personne ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus****LOJIQ**

Aucune réserve - LOJIQ rembourse les jours non utilisés au 31 mars de chaque année.

Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
0	0	0	0

**E) Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires**

Année 2020-2021					
Total d'heure sup. effectuées	Rémunération des heures sup. effectuées	Total d'heures supplémentaires payées	Rémunération des heures sup. payées	Total d'heures sup. compensées	Rémunération des heures sup. compensées
17,00	ND	0,0	ND	5	ND
LOJIQ					

**F) Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel**

LOJIQ : 624 jours

Année 2020-2021											
Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars
0	9	57	160	226	40	16	21	65	30		

**I)** En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renforcent des renseignements confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

**G) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et plus**

**Note :** Les données de ce tableau présentent tous les employés du Ministère assujettis à la Loi sur la fonction publique.

LOJ1Q	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
	32	12		

**I)** En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1<sup>o</sup> de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

**J) L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi**

Catégorie d'emploi	Total de l'effectif régulier	
	2020-2021	2019-2020
Administrateurs d'État et cadres	8	7
Professionnels	23	21
Personnel technique et de bureau	14	20
Ouvriers		
<b>TOTAL</b>	<b>45</b>	<b>48</b>

**K) L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir**

LOJ1Q	Année 2020-2021
	7

**L) Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie**

LOJ1Q	Année 2020-2021
	0

**M)**

LOJ1Q

	Année 2020-2021		Année 2019-2020	
	Québec	Montréal	Québec	Montréal
Administrateur d'état	1	0	1	0
Personnel d'encadrement	2	5	2	4
Professionnels	4	19	3	18
Technicien et personnel de bureau	6	8	8	12
<b>TOTAL POUR LA PÉRIODE</b>	<b>13</b>	<b>32</b>	<b>14</b>	<b>34</b>
	<b>45</b>		<b>48</b>	

Les réponses aux sous-questions n) o) p) seront transmises par le Conseil du trésor et CQ pour tous les ministères et organismes).  
QUESTION: RG-15

- 
- QUESTION** Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2019-2020 et les prévisions pour l'année 2020-2021 de :
- RG-16**
- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
  - b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
  - c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2020-2021 et les indemnités de retraite qui seront versées.
  - d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
- 

**MRIF**

- a) La réponse à cette question sera remise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.
- b) Remplacements : 4
- c) Veuillez référer à la réponse de la question 16 a).
- d) Le Ministère ne dispose pas des données suffisantes pour répondre à cette question. Pour établir le nombre de personnes, il faudrait connaître les prestataires de régimes de retraite. Or, ces informations renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi ne permettent pas au ministère et organisme d'obtenir ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public, conformément à l'article 57 de ce même texte législatif.

**LOJIQ**

- a) La réponse à cette question sera remise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.
- b) Aucun.
- c) Veuillez référer à la réponse de la question 16 a)
- d) Aucun

**QUESTION** Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2019-2020 en indiquant pour chacun d'eux :

**RG-17**

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) le coût d'aménagement ou de rénovation réalisé depuis le 1<sup>er</sup> avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

EXERCICE 2020-2021						
EMPLACEMENT	NOM DE LA FIRME	SUPERFICIE (m <sup>2</sup> )	COÛT LOCATION (k\$ / An)	DURÉE DU BAIL (Années)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT OU RÉNOVATION (k\$ / An)	
Abidjan	African Development Bank Group	165	55,5	1	0	
Atlanta	191 Peachtree Project LLC	287	136,4	5	70,5	
Barcelone	Isabel Pavillard Carles	175	47,3	5	0	
Beijing	Affaires mondiales Canada (Gouvernement du Canada)	183	587,4	Annuel	0	
Berlin Bureau	U.K.C. Wefelscheid GbR	313	191,2	Indéterminée	0	
Berlin Studio	Kunstlerhans Bethanien GMBH	75	13,8	4	0	
Boston	One Boston Place LLC	446	341,1	5	0	
Chicago	GLL Properties 444 North Michigan LP	422	269,4	12	0	
Cuba	Affaires mondiales Canada (Gouvernement du Canada)	38,25	310,1	Annuel	0	
Dakar	Sénégalaise de l'immobilier suarl	340	103,1	Annuel	0	
Dakar Résidence	Indépendance immobilière gestion	274	109,0	Indéterminée Début 2020-01-29	0	
Hong Kong	Affaires mondiales Canada (Gouvernement du Canada)	985	2 134,8	Annuel	0	
Houston	Jan W. Paape Enterprises	79	116,7	6 mois Fin 2021-04-30	0	
Londres Studio	Peter & Sally Dixon (Acme Artistic Studios)	60	62,9	Annuel	0	

**QUESTION** Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2019-2020 en indiquant pour chacun d'eux :

# RG-17

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) le coût d'aménagement ou de rénovation réalisé depuis le 1<sup>er</sup> avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

EXERCICE 2020-2021						
EMPLACEMENT	NOM DE LA FIRME	SUPERFICIE (m <sup>2</sup> )	COÛT LOCATION (k\$ / An)	DURÉE DU BAIL (Années)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT OU RÉNOVATION (k\$ / An)	
Los Angeles	DE Park Avenue 10940, LLC	451	347,4	5	0	
Mumbai	Affaires mondiales Canada (Gouvernement du Canada)	117	346,5	Annuel	0	
New York Bureau	RCPI Landmark Properties L.L.C.	1 320	1 367,2	20	0	
Paris Studio	Cité internationale des arts (copropriété)	40	9,5	Annuel	0	
Paris (Unesco)	Affaires mondiales Canada (Gouvernement du Canada)	52	311,2	Annuel	0	
Philadelphie	Regus Management Group, LLC	14	37,0	Annuel	0	
Qingdao	Erai Shanghai Service Co., Ltd	58	39,3	Annuel	0	
Rabat	Société Desertech	153	61,1	Annuel	193,0	
Rome Studio	Gian Aldo Della Rocca	58	24,8	4	0	
Rome Bureau	Prof. Ing. Carlo Roma	340	233,0	6	0	
São Paulo	Affaires mondiales Canada (Gouvernement du Canada)	218	367,1	Annuel	0	

SOURCE : MRIF - LOJIO

QUESTION :

RG-17 - BLANC

PAGE :

2 de 5

DATE :

2021-04-07

**QUESTION** Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2019-2020 en indiquant pour chacun d'eux :

## RG-17

- l'emplacement de la location;
- la superficie totale pour chaque local loué;
- la superficie totale réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- le coût d'aménagement ou de rénovation réalisé depuis le 1<sup>er</sup> avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail;
- le propriétaire de l'espace loué;
- les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

EXERCICE 2020-2021					
EMPLACEMENT	NOM DE LA FIRME	SUPERFICIE (m <sup>2</sup> )	COÛT LOCATION (k\$ / An)	DURÉE DU BAIL (Années)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT OU RÉNOVATION (k\$ / An)
Silicon Valley	Regus Management Group, LLC	29	61,5	Annuel	0
Séoul	Leema Industrial Co Ltd	251	153,3	Mensuel	0
Singapour	Regus Management Singapore Pte Ltd	33	111,1	6 mois Fin 30 avril 2021	0
Shanghai	Affaires mondiales Canada (Gouvernement du Canada)	125	719,7	Annuel	0
Shenzhen	Salveo Shanghai Business Service Co., Ltd	92	63,1	2	0
Tokyo Bureau	Mori Trust Co. Ltd	363	549,3	2	0
Tokyo Résidence	Azabu Gardens 2 Godo Kaisha	293	374,1	5	0
Washington	Southern Building Associates, LLP	346	285,1	6,5	0

À l'exception d'Hong Kong, les coûts présentés n'incluent pas les montants de loyer remboursés au MRIF par des ministères partenaires.

SOURCE :	MIRIF - LOJIQ	QUESTION :	RG-17 - BLANC	PAGE :	3 de 5	DATE :	2021-04-07
----------	---------------	------------	---------------	--------	--------	--------	------------

**QUESTION** Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2019-2020 en indiquant pour chacun d'eux :

## RG-17

- l'emplacement de la location;
- la superficie totale pour chaque local loué;
- la superficie totale réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- le coût d'aménagement ou de rénovation réalisé depuis le 1<sup>er</sup> avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail;
- le propriétaire de l'espace loué;
- les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

EXERCICE 2020-2021			
EMPLACEMENT	SUPERFICIE LOUÉE m <sup>2</sup>	SUPERFICIE OCCUPÉE m <sup>2</sup>	COÛT ANNUEL DE LOCATION \$
<u>Québec</u>			
525, boulevard René-Lévesque Est, Québec	<ul style="list-style-type: none"> <li>8 475,8 (bureau)</li> <li>76,4 (entrepasage)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>7 924,0 (bureau)</li> <li>76,4 (entrepasage)</li> </ul>	2 519,8
900, boulevard René-Lévesque Ouest, Québec	<ul style="list-style-type: none"> <li>83,3 (bureau)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>72,2 (bureau)</li> </ul>	32,5
200, chemin Ste-Foy, Québec	<ul style="list-style-type: none"> <li>575,6</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>550,0</li> </ul>	135,7
<u>Montréal</u>			
380, rue Saint-Antoine Ouest, Montréal	<ul style="list-style-type: none"> <li>836,6 (bureau)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>713,6 (bureau)</li> </ul>	342,0

Les ententes d'occupation avec la SQI sont reconduites chaque année sur accord des parties.

La superficie locative inclut les espaces communs de l'immeuble au prorata de la superficie utilisable.

**QUESTION** Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2019-2020 en indiquant pour chacun d'eux :

## RG-17

- l'emplacement de la location;
- la superficie totale pour chaque local loué;
- la superficie totale réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- le coût d'aménagement ou de rénovation réalisé depuis le 1<sup>er</sup> avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail;
- le propriétaire de l'espace loué;
- les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

### LOJIQ - Les Offices jeunesse internationaux du Québec

EMPLACEMENT	PROPRIÉTAIRE	SUPERFICIE (m <sup>2</sup> )	COÛT LOCATION (k\$ / An)	DURÉE DU BAIL (Années)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT (k\$ / An)
Montréal (934, rue Sainte-Catherine Est)	9082-6413 Québec Inc. (SQI)	1 058,47	270,0	4	38,3
Québec (200, Chemin Ste-Foy, bureau 1.20)	Groupe MACH (SQI)	367,79	61,4	4	0

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphe 27**).

<http://www.mrif.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information/divulgation-renseignements-relatifs-depenses>

SOURCE :	MRIF - LOJIQ	QUESTION :	RG-17 - BLANC	PAGE :	5 de 5	DATE :	2021-04-07
----------	--------------	------------	---------------	--------	--------	--------	------------

---

**QUESTION** Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir :

**RG-18**

- a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;
- b) La valeur estimée de ceux-ci;
- c) Les coûts d'entretien annuel;
- d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

---

Aucun actif immobilier excédentaire.

---

QUESTION      Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.

## RG-19

---

Veillez vous référer à la RG-18.

La notion d'actif immobilier excédentaire s'applique uniquement aux immeubles dont l'organisme public est propriétaire.

---

**QUESTION** Pour le la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

**RG-20**

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

---

- a) Cette sous-question semble non pertinente à l'étude des crédits.
- b) 0 \$
- c) Cette sous-question semble non pertinente à l'étude des crédits.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

---

**QUESTION** De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

**RG-21**

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

---

Veillez vous référer à la question RG-20.

**QUESTION  
RG-22**

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2020-2021, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2020-2021;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour 2020-2021;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

ANNÉE 2020-2021				
CABINET DE LA MINISTRE MADAME NADINE GIRAULT <sup>1</sup>				
(ministre des Relations internationales et de la Francophonie)				
MASSE SALARIALE : 1 126,0 K\$ (MRIF ET MIFI)				
NOM DE L'EMPLOYÉ(E)	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION	DATE DE DÉPART	TITRE DE LA FONCTION	PORT D'ATTACHE
Chamberland, Sarah	2019-08-19		Attachée politique	Comté Bertrand
Charbonneau, Patrice	2018-11-05		Conseiller politique	Comté Bertrand
Corriveau, Andrée	2019-07-08	2020-07-03	Conseillère politique	Montréal
Fournier, Louise	2019-05-01		Attachée politique	Québec
Langelier, Simon	2018-11-12		Conseiller politique	Montréal
Leclerc, Sergueï	2018-11-19		Attaché politique	Québec
Martin, Jacqueline	2019-01-15		Personnel de soutien	Montréal
Mignault, Isabelle	2018-12-14	2020-06-26	Directrice de cabinet	Québec
Sauvageau, Corinne	2018-11-19		Attachée politique	Comté Bertrand
Trudel, Marc-Antoine	2019-02-04		Conseiller politique	Québec

<sup>1</sup> L'effectif du Cabinet de Mme Girault a été transféré sous la responsabilité du Ministère de l'Immigration, Francisation et Intégration, le 12 août 2020.

**QUESTION  
RG-22**

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2020-2021, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2020-2021;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour 2020-2021;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Description de tâches :

Le Cabinet est composé de trois catégories d'employés :

- Directeur de cabinet et directeur adjoint : sous l'autorité de la ministre, il est chargé de diriger les membres du personnel du cabinet; il s'acquitte en outre des autres devoirs et tâches que la ministre peut lui assigner.
- Conseiller et attaché politique : sous l'autorité de la ministre et du directeur du cabinet, il est chargé de remplir des fonctions à caractère professionnel de la compétence du cabinet; il peut remplir les fonctions d'attaché de presse, de chercheur, d'agent de liaison que la ministre peut lui assigner.
- Personnel de soutien : sous l'autorité des personnes mentionnées plus haut, il est chargé de remplir les tâches de soutien administratif nécessaires au bon fonctionnement du cabinet, que la ministre ou le directeur peut lui assigner.

**QUESTION**  
**RG-23**

Liste des sommes d'argent versées en 2020-2021, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 26).

<http://www.mrif.gouv.gc.ca/fr/ministere/acces-information/divulgation-renseignements-relatifs-depenses>

---

**QUESTION** Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.),  
**RG-24** rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
- g) les prévisions pour 2021-2022.

---

MRIF  
Aucun.

LOJIQ  
Aucun.

---

**QUESTION** Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

**RG-25**

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2021-2022.

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

---

**QUESTION** Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2020-2021, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

**RG-26**

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) par catégorie d'âge;
- c) prévisions pour 2021-2022.

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

---

**QUESTION** Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie  
**RG-27** d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour  
2021-2022.

---

2020-2021

Siège	Réseau
0	0

---

**QUESTION** Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par  
**RG-28** catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2021-2022, par mission.

---

Veillez-vous référer à la réponse RG-15 J).

**QUESTION RG-29** Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Le traitement annuel des fonctionnaires constituant un renseignement personnel, seuls le minimum et le maximum de l'échelle salariale sont présentés.

Nom et prénom <sup>1</sup>	Assignation initiale	Assignation actuelle	Salaire annuel
Beaulieu, Suzie	Direction Europe, Afrique et Moyen-Orient	Association internationale des études québécoises (du 2015-03-02 au 2021-03-31)	Entre 45 219 \$ et 84 908 \$
Bergeron, Luc	Direction générale des services à l'organisation	Fonds de recherche du Québec (depuis le 2017-06-05)	140 517 \$
Fortin, Dominique	Conseillère-cadre VPNT Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	Conseillère principale auprès du Directeur à l'Institut de la francophonie pour le développement durable (du 12-03-2020 au 11-03-2022)	169 910 \$
Houdet, Chantal	Direction des organisations internationales et des enjeux globaux	Association internationale des études québécoises (du 2015-03-02 au 2021-03-31)	108 138 \$
Kantcheva, Maria	Professionnelle au ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	Secrétariat technique permanent de la CONFEMEN à Dakar (depuis le 2019-10-29)	Entre 45 219 \$ et 84 908 \$
Mihoubi, Younes	Délégation générale du Québec à Dakar	Organisation internationale de la Francophonie à Paris (du 2019-07-01 au 2021-06-30)	169 910 \$
Brie, Martin	Directeur aux affaires internationales et affaires gouvernementales	Ouranos	125 574 \$

<sup>1</sup> Employés assujettis à la Loi sur la Fonction Publique.

**QUESTION  
RG-30**

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégories.

Nom de l'abonnement	Coût
2CO.com the Diplom	79,84 \$
60 Millions de consommateurs (INC)	71,78 \$
Accès à l'Info Loi annotée	300,00 \$
Acteurs publics	319,10 \$
ActulA	43,14 \$
Admical	102,35 \$
AEFC	1 557,23 \$
Africa CEO Network	697,32 \$
Africa intelligence	297,48 \$
Air & Cosmos	304,44 \$
Alternatives Economiques	62,19 \$
Americancha	16,50 \$
Art press	105,78 \$
Arts Monthly	96,71 \$
Atlanta Business Chronicle	81,41 \$
Atlanta Journal Constitution	134,42 \$
Automotive News Data Center	340,00 \$
Base de données Belga News Agency (Presse)	1 397,36 \$
BCI Asia Philippines	28,98 \$
Bloomberg	1 509,40 \$
Bulletin « Cultures à l'ère numérique »	200,00 \$
Business Insider	97,35 \$
Business Journal	168,13 \$
Business News Americas	8 539,73 \$
Business of Fashion	47,95 \$
Buzzsprout.com	23,80 \$
CAIXIN GLOBAL	1 356,93 \$
Cercius Insights	2 800,00 \$
Chicago Tribune	600,00 \$
Chikusan Nippo	1 024,56 \$
Code civil du Québec, Code de procédure civile et Code criminel	621,00 \$
Columbus Dispatch	130,00 \$
Construct-A-Lead	1 322,00 \$
Corporama	2 337,08 \$
Courrier international	487,76 \$
Crain' Chicago Business	130,00 \$
Crain's Cleveland	105,00 \$
Crain's Detroit Business	105,00 \$
Crains NY	92,49 \$
D&B Hoovers	2 640,00 \$
Daily News	21,16 \$
Dancing Times	17,11 \$
Deltek	12 583,88 \$
DG Market	696,02 \$
Diplomatica	297,24 \$
Drappers Digital	417,04 \$
Dunn & Bradstreet	5 172,85 \$
Échos, Les	1 185,64 \$

**QUESTION  
RG-30**

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégories.

Nom de l'abonnement	Coût
Economic Chosun	222,20 \$
Éditions indépendantes, Les	292,07 \$
Éditions Législatives	4 002,93 \$
El Economista	102,39 \$
El Pais	135,00 \$
El Universal	53,16 \$
Éthiques et Sociétés	20,00 \$
EUREKA	2 500,00 \$
Expansion	180,00 \$
Express, L'	388,11 \$
Faillite et insolvabilité : une perspective québécoise de la jurisprudence canadienne	527,00 \$
Figaro	404,89 \$
Film Français, Le	636,36 \$
Financial Times	1 955,17 \$
Foreign affairs mag	207,77 \$
Foreign Policy Magazine	140,05 \$
Fresh Direct	111,46 \$
Geopolitic	80,63 \$
GovWIN par Deltak	3 730,00 \$
Groupe Industrie Services Info	499,92 \$
Houston Chronicle Circle	491,85 \$
Indianapolis Business Journal	139,00 \$
Indigo publication	5 942,59 \$
Inside US Trade/World Trade Online - Washington Publishers	2 467,39 \$
International Arts Manager	172,69 \$
ISA Canach	2 826,39 \$
IWP Newsletters	1 824,41 \$
Japan Times	322,70 \$
Jazz Magazine	84,17 \$
Jeune Afrique	1 331,81 \$
Journal de Montréal	89,90 \$
Journal du Textile	279,30 \$
Journal Het Financiele Dagblad	237,43 \$
Journal La Libre Belgique	694,35 \$
Journal Le Soir	563,69 \$
Journal NRC	95,31 \$
La Corporation sans but lucratif au Québec	285,00 \$
La Vanguardia	210,00 \$
L'Actualité	113,73 \$
Lagardère news	294,66 \$
Le Devoir	552,67 \$
Le Monde Diplomatique	26,48 \$
LE VENT DE LA CHINE	1 104,03 \$
Les Affaires	104,97 \$
Les Libraires	16,51 \$
Lettre du Musicien S.A.R.L	151,78 \$
LinkedIn	3 976,93 \$
LinkedIn Sales Navigator	14 812,99 \$

**QUESTION  
RG-30**

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégories.

Nom de l'abonnement	Coût
Living Tradition Magazine	62,17 \$
Livres Hebdo	675,31 \$
Inside Washington Publishers	895,45 \$
Los Angeles Times	252,80 \$
Maeil Economic Journal	244,42 \$
Magazine d'actualité hebdomadaire Le Monde	283,02 \$
Magazine d'actualité hebdomadaire L'express	148,91 \$
Magazine Le Vif l'Express	458,41 \$
Magazine Séquences	25,00 \$
MEDIAPART	230,21 \$
Miami Herald	179,80 \$
Milwaukee Business Journal	80,00 \$
Milwaukee Sentinel Journal	70,00 \$
MMédias	515,12 \$
Monde et ses publications, Le	449,88 \$
Monde Interaction	397,94 \$
New York Times	794,29 \$
News Tank Culture (2 ans)	9 370,06 \$
Nihon Shokuryo Shimbun	864,50 \$
Nikkei inc.	162,76 \$
Nikkei Sangyo Shimbun	622,08 \$
NJBIZ	104,45 \$
Nouvel Observateur, Le	464,98 \$
Opinion	246,37 \$
Parisien	150,18 \$
Pearltrees	286,93 \$
Philadelphia Business Journal	161,98 \$
Politico	34 458,56 \$
Preqin	4 393,69 \$
PunchBowl News	388,74 \$
Quartz	84,37 \$
Québec Science	234,00 \$
Reforma	208,15 \$
Revue gestion - HEC Montréal	59,00 \$
SalesForce	269,50 \$
Screen International	330,76 \$
SFPA	180,89 \$
Société dév. des périodiques culturels québécois (Sodep)	1 595,36 \$
Société générale de presse et d'éditions	1 480,86 \$
Société Ouest France	203,17 \$
Society for Human Resource Management	510,54 \$
Songlines	95,70 \$
Spiegel-Verlag	61,79 \$
Spotify	109,90 \$
Springer Nature	108,60 \$
Stratfor rane	278,60 \$
Télérama	213,89 \$
The Bookseller	288,37 \$

**QUESTION  
RG-30**

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégories.

Nom de l'abonnement	Coût
The Economist	2 877,78 \$
The Globe and Mail	4 876,54 \$
the Local Sweden	54,75 \$
The Stage	188,71 \$
Theconversation.fr	314,74 \$
Twin Cities Minneapolis St Paul Business Journal	185,00 \$
Variety	289,08 \$
Vie du Rail (VRT)	241,60 \$
Wall Street Journal	1 196,50 \$
Wands	168,48 \$
Wapo.com	192,36 \$
Washington Post	38,90 \$
Wing	213,84 \$
Wita	14,66 \$
Xerfi	28 016,08 \$
ZOOM.COM	19,42 \$
ZoomInfo	93,00 \$

**LOJIQ 2020-2021**

Titre de l'abonnement	Coût annuel (en CAD)
Travelocity	60 \$
L'Actualité	100 \$
Harvard Business Review	201 \$
Globe & Mail	416 \$
Le Devoir	471 \$
Club de Presse Blitz	650 \$
Bibliothèque numérique Cécile Rouleau	3 750 \$

---

**QUESTION** Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou  
**RG-31** électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en  
2020-2021, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégories.

---

Veillez vous référer à la RG-30.

**QUESTION  
RG-32**

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

MRIF

Titre de l'abonnement	Coût annuel
Académie Canadienne du cinéma et de la télévision	75,00 \$
American Association of French Teacher	111,00 \$
American Council for Quebec Studies	99,00 \$
Art Institute	225,00 \$
Association for Performing Arts (APAP)	615,51 \$
Association Réseau Normalisation et Francophonie	500,00 \$
BECl (Brussels Entreprises Commerce & Industry) Chambre de Commerce	1 212,70 \$
Bio Industry	259,20 \$
C21	1 185,79 \$
Camara de Comercio Canada Espana	300,00 \$
Camara de Comercio Francesa de Barcelona	700,00 \$
Canada United States Business Council	1 322,00 \$
Canada-Florida Chamber of Commerce	585,13 \$
Canadian Association of New York (CANY)	2 683,00 \$
Cancham 2021-2022	4 015,60 \$
Cercle de la Garnison de Québec inc., Le	649,00 \$
Chamber of Commerce for Greater Philadelphia	1 574,49 \$
Chambre de Commerce Brésil-Canada (CCBC)	680,42 \$
Chambre de commerce Canada-UK	14 298,53 \$
Chambre de commerce du Canada au Japon	2 721,60 \$
Chambre de Commerce du Canada en Corée	666,40 \$
Chambre de Commerce du Montréal métropolitain	1 995,00 \$
Chambre de Commerce et d'Industrie franco-coréenne	1 199,00 \$
Chambre de commerce Française au Canada - Québec	347,90 \$
Chambre de commerce France Canada	2 244,50 \$
Chambre Française de Commerce et d'Industrie du Maroc	436,08 \$
Chicago Area Public Affairs Group	132,00 \$
Chicago Council on Global Affairs	264,00 \$
Chicago Innovation	396,00 \$
Chicago International Trade Commissioners Association	132,00 \$
Chicagoland Food & Beverage Network	342,00 \$
Chief	7 515,64 \$
City Club Chicago	396,00 \$
COMEXI – Conseil mexicain des affaires internationale	2 226,59 \$
Comité de l'administration de l'Alliance française d'Atlanta	0,00 \$
Comité de la francophonie Atlanta	0,00 \$
Conseil de la Fédération, Le	1 187,28 \$
Conseil pour la promotion de la Francophonie	129,60 \$
Consular Corps Association of Philadelphia	661,00 \$
Creative Industries Federation	311,62 \$
EPC (European Policy Centre)	944,01 \$
European American Chamber of Commerce New York	685,40 \$
Foreign Affairs	46,41 \$
Foreign Correspondents' Club	2 721,60 \$
French American Chamber of Commerce (FACC)	68,53 \$
Greater Houston Partners	4 029,59 \$
Highspeed Rail Alliance	1 322,00 \$
IFRI	1 059,90 \$
INA – Industrie Nationale Automobile	2 120,46 \$
Institute of Directors	721,19 \$
Institute of Food Technologists	1 056,00 \$
International Performing Arts for Youth (IPAY)	1 295,80 \$
International Trade Association of Greater Chicago	297,00 \$
ISPA	855,23 \$
Life Sciences Pennsylvania	1 606,27 \$
Maple Business Council	3 156,43 \$
Museums Association	161,35 \$
Nanotechnology Business Creation Initiative	129,60 \$

**QUESTION  
RG-32**

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Titre de l'abonnement	Coût annuel
National Association of Home Builders	660,00 \$
National Business Aviation Association (NBAA)	404,95 \$
National Truck Equipment Association	792,00 \$
NCCC (Netherlands-Canadian Chamber of Commerce)	1 129,72 \$
New York Building Congress (NYBC)	2 138,07 \$
Nippon Photonics Kyokai	124,41 \$
North Texas Commission	1 941,00 \$
One dance UK	104,40 \$
One Nucleus	893,32 \$
Organisation Internationale de la Francophonie	3 124,18 \$
Politico Pro	542,00 \$
Princeton Mercer Regional Chamber	388,00 \$
Réseau Environnement	95,00 \$
Rice Alliance for Technology and Entrepreneurship	198,05 \$
Royal Air Force club	379,17 \$
Société québécoise d'évaluation de programme	135,00 \$
Solid Waste Association of North America	124,60 \$
Systematic Paris Région	9 352,08 \$
TechUnited:NJ	720,72 \$
The Economic Club	1 295,80 \$
The Institute of Internal Auditors	603,68 \$
The Touring Network	33,92 \$
UK Theatre	134,17 \$
Washington International Trade Conference (WITA)	1 686,83 \$
Women in International Trade (WIIT)	64,69 \$
Women's Forum of New York (WF)	1 295,80 \$
World Affairs Council of Atlanta	133,57 \$

**LOJIQ**

Titre de l'abonnement	Coût annuel
Partenariat annuel entre LOJIQ et le CORIM (Conseil des Relations internationales de Montréal)	5 290 \$

**QUESTION RG-33** Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site;
- i) les noms de domaines réservés;
- j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.

**Site institutionnel ([www.mri.gouv.qc.ca](http://www.mri.gouv.qc.ca))**

La première version du site Web du ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) a été mise en ligne en septembre 1997, en trois langues : français, anglais et espagnol. Le site s'adressait alors aux clientèles québécoises et étrangères. Ses objectifs étaient de sensibiliser les Québécois aux fondements et aux défis de l'action internationale du Québec et d'informer les clientèles internationales sur les activités internationales du Québec, y compris des représentations du Québec à l'étranger.

À l'été 2004, de nouveaux contenus sont venus compléter l'offre d'information sur Internet.

Depuis juillet 2012, le MRIF ne publie plus de bulletins destinés aux Québécois. Le site Web présente plutôt des actualités en continu sur les sujets couverts précédemment par les bulletins électroniques. C'est également depuis 2012 que la version espagnole du site a été retirée. Le site est maintenant en français et en anglais principalement pour la portion relative aux contenus sur les relations internationales.

En mai 2013, le volet du commerce extérieur s'est ajouté au contenu du site Web du Ministère, puis a été retiré en 2014, à la suite d'un changement de gouvernement; le sous-ministériat au Commerce extérieur a quitté le Ministère pour se retrouver au sein du nouveau ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations (MEIE). Le volet du commerce extérieur du site Web a été transféré au MEIE en septembre 2014.

Depuis l'automne 2018, la Direction des communications numériques du gouvernement du Québec a amorcé le rapatriement des contenus des ministères et organismes vers le site Québec.ca. Des contenus administratifs, tels que l'organigramme ou les missions du ministère se retrouvent maintenant sur ce site. En 2020, d'autres types de contenus se sont ajoutés tels que les sections prix et bourses, ententes et engagements, protocole, salle de presse et solidarité internationale. Le transfert des contenus va se poursuivre graduellement au cours des prochaines années.

Finalement, depuis septembre 2019, l'hébergement du site a été transféré dans l'infrastructure du MRIF, abandonnant ainsi la nécessité de faire appel à l'entreprise privée.

**Responsable du site**

Direction des communications et des affaires publiques – Équipe des communications numériques

**Fréquence de mise à jour**

Quotidienne

**Coût d'hébergement annuel 2020-2021**

0 \$ - coûts d'hébergement pour l'ensemble des sites du Ministère jusqu'en septembre 2019 (à l'interne depuis).

**Coût annuel pour le site institutionnel 2020-2021**

Aucuns frais externes; tout est fait à l'interne

**Coût d'entretien et de mise à jour 2020-2021 (Global)**

Révision et traduction	850,75 \$
Production bulletins électroniques	4045,94 \$
Outils gestion médias sociaux / Sondages en ligne / Outils	3250,03 \$
Noms de domaine	231,41 \$

**Coût d'hébergement annuel 2019-2020**

4 550\$ - coûts d'hébergement pour l'ensemble des sites du Ministère jusqu'en septembre 2019 (à l'interne depuis).

**Coût annuel pour le site institutionnel 2019-2020**

SOURCE : MRIF - LOJIQ	QUESTION : RG-33 - BLANC	PAGE : 1 de 4	DATE : 2022-03-22
-----------------------	--------------------------	---------------	-------------------

**QUESTION** Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

**RG-33**

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site;
- i) les noms de domaines réservés;
- j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.

Aucuns frais externes; tout est fait à l'interne

**Coût d'entretien et de mise à jour 2019-2020 (Global)**

Révision et traduction	352,75 \$
Production bulletins électroniques	3 299,30 \$
Outils gestion médias sociaux / Sondages en ligne / Outils	2 987,57 \$
Noms de domaine	1 365,74 \$

**Coût d'hébergement annuel 2018-2019**

7430 \$ - coûts d'hébergement annuels pour l'ensemble des sites du Ministère. **Coût annuel pour le site institutionnel 2018-2019**

Aucuns frais externes; tout est fait à l'interne

**Coût d'entretien et de mise à jour 2018-2019**

Révision et traduction	2 285,89 \$
------------------------	-------------

**Coût d'hébergement annuel 2017-2018**

7 980 \$ - coûts d'hébergement annuels pour l'ensemble des sites du Ministère.

**Coût annuel pour le site institutionnel 2017-2018**

Aucuns frais externes; tout est fait à l'interne

**Coût d'entretien et de mise à jour 2017-2018**

Révision et traduction	2 215,59 \$
------------------------	-------------

**Espace international ([www.international.gouv.qc.ca](http://www.international.gouv.qc.ca))**

Espace international (EI) est un outil de communication Web destiné à promouvoir l'offre de services du gouvernement québécois auprès des clientèles étrangères. C'est un site multiservice pour la clientèle internationale qui désire obtenir dans sa langue une information ou un service du gouvernement québécois. Espace international s'adresse également aux Québécois qui s'intéressent aux activités internationales. Le site est une source d'informations pertinentes pour les entrepreneurs, les gens d'affaires, les étudiants, tous ceux qui sont présents sur la scène internationale ou qui voudraient y développer leurs activités.

Il est l'outil de communication privilégié des représentations du Québec pour le développement des affaires sur la scène internationale.

Le site est offert en neuf langues étrangères en plus du français.

**Responsable entretien et mise à jour du site**

Direction des communications et des affaires publiques – Équipe des communications numériques

**Fréquence de mise à jour**

Quotidienne, selon les besoins

**Coût annuel pour Espace international en 2020-2021**

Aucun coût

**Coût d'entretien et de mise à jour 2020-2021 (Global)**

Révision et traduction	850,75 \$
Production bulletins électroniques	4045,94 \$

**QUESTION** Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

**RG-33**

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site;
- i) les noms de domaines réservés;
- j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.

Outils gestion médias sociaux / Sondages en ligne / Outils	3250,03 \$
Noms de domaine	231,41\$

**Coût annuel pour Espace international en 2019-2020**  
Aucun coût

<b>Coût d'entretien et de mise à jour 2019-2020 (Global)</b>	
Révision et traduction	352,75 \$
Production bulletins électroniques	3 299,30 \$
Outils gestion médias sociaux / Sondages en ligne / Outils	2 987,57 \$
Noms de domaine	1 365,74 \$

**Coût annuel pour Espace international en 2018-2019**  
Aucun coût

<b>Coût d'entretien et de mise à jour 2018-2019</b>	
Révision et traduction	2 285,89 \$
Production bulletins électroniques	2 523,76 \$
Nom domaine / outils gestion médias sociaux / outils Web	2 732,76 \$

<b>Coût d'entretien et de mise à jour 2017-2018</b>	
Révision et traduction	638,62 \$
Production bulletins électroniques	2 576,40 \$
Nom domaine / outils gestion médias sociaux / outils Web	13 347,21 \$

**Site Québec sans frontières ([quebecsansfrontieres.com](http://quebecsansfrontieres.com))**

Créé en 1995, le programme Québec sans frontières (QSF) permet aux Québécois de 18 à 35 ans de réaliser des stages de solidarité internationale : en Afrique francophone, en Amérique latine, dans les Antilles ou au sein d'un organisme québécois de coopération internationale du Québec (OCI), pour les anciens participants de QSF.

**Responsable du site**

Direction des communications et des affaires publiques – Équipe des communications numériques, en collaboration avec la Direction de la Francophonie et de la Solidarité internationale

**Fréquence de mise à jour**  
Hebdomadaire

**Coût annuel en 2020-2021**  
Aucun

**Coût annuel en 2019-2020**  
Aucun

**Coût annuel en 2018-2019**  
Aucun

**Coût annuel en 2017-2018**  
Aucun

---

**QUESTION** Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

**RG-33**

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site;
- i) les noms de domaines réservés;
- j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.

---

**Coût d'entretien et de mise à jour 2017-2018**

Aucun

**LOJIQ 2020-2021**

- a) Lojiq.org
- b) Direction des communications de LOJIQ et l'Agence Treize
- c) La refonte du site, mis en ligne le 16 janvier 2020 a coûté 22 500\$ en coûts externes + masse salariale 1 ETC
- d) 987,23 \$
- e) Site initial 2011, refonte 2019-2020.

---

**QUESTION** Nominations, depuis le 1<sup>er</sup> avril 2019 de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

**RG-34**

- a) la liste;
- b) les mandats;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) les contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

---

Veillez vous référer à la RG-08.

**QUESTION  
RG-35**

Pour 2020-2021, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

MRIF

2020-2021

Aucun déplacement.

---

**QUESTION** La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint  
**RG-36** parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2020-2021 :

- a) le détail des mandats;
- b) le coût (déplacements, etc.);
- c) le nombre de ressources affectées;
- d) le nombre de rencontres;
- e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- f) l'objet;
- g) les dates.

---

MRIF

2020-2021

Aucun.

---

**QUESTION** Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du  
**RG-37** ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

---

**QUESTION** La liste des ententes et leur nature, signées en 2020-2021 entre le ministère ou l'organisme et le  
**RG-38** gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

---

**QUESTION** Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et  
**RG-39** ce, pour l'année financière 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022.

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

---

**QUESTION** L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2021-2022.

---

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 des ministères et organismes.

---

**QUESTION** Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2020-2021 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2020 pour 2021-2022.  
**RG-41**

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

---

**QUESTION** Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022 et 2022-2023, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

---

2020-2021 : Aucun.

---

**QUESTION** Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

---

**MRIF**

2019-2020 (versés en 2020-2021)

Aucune\*

2020-2021

Aucune\*

\* Conformément aux ententes de l'Alliance des cadres de l'État et de l'Association des Conseillères et conseillers en gestion des ressources humaines convenues avec le Gouvernement du Québec et des conditions de travail des professionnels et fonctionnaires de la fonction publique, aucune prime de rendement ni boni ne sera versé puisque les dispositions reliées à toute forme de rémunération incitative ont été abrogées.

**LOJIQ 2020-2021**

Aucune.

---

**QUESTION** Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2019-2020 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

**RG-44**

---

En 2020-2021, aucun boni ou autre rémunération variable fondé sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.

---

**QUESTION** Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ, incluant les montants versés pour bris de contrat.

---

**MRIF**

2020-2021 : 27 280,39 \$

**LOJIQ**

2020-2021 : 6 010 \$

---

**QUESTION** Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2019-2020 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

**RG-46**

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

---

**QUESTION** Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à  
**RG-47** qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

---

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

---

**QUESTION** Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne :

**RG-48**

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
  - b) fournir la liste des salaires versés.
- 

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.

---

**QUESTION** La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2020-2021 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2020-2021. Pour chacun de ces programmes existants en 2020-2021, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2021-2022, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

---

**QUESTION** Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.  
**RG-50**

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

---

**QUESTION** Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

## **RG-51**

---

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères.

SOURCE : MRIF - LOJIQ	QUESTION : RG-51 - BLANC	PAGE : 1 de 1	DATE : 2021-03-19
-----------------------	--------------------------	---------------	-------------------

**QUESTION** Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

## **RG-52**

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

---

**QUESTION** Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour  
**RG-53** 2021-2022.

---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : MRIF - LOJIQ	QUESTION : RG-53 - BLANC	PAGE : 1 de 1	DATE : 2021-03-19
-----------------------	--------------------------	---------------	-------------------

---

**QUESTION** Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour  
**RG-54** 2021-2022.

---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec pour tous les ministères et organismes.

---

**QUESTION** Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

## **RG-55**

---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : MRIF - LOJIQ	QUESTION : RG-55 - BLANC	PAGE : 1 de 1	DATE : 2021-03-19
-----------------------	--------------------------	---------------	-------------------

---

**QUESTION** Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie.  
**RG-56**

---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : MRIF - LOJIQ	QUESTION : RG-56 - BLANC	PAGE : 1 de 1	DATE : 2021-03-19
-----------------------	--------------------------	---------------	-------------------

---

**QUESTION** Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

# RG-57

---

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : MRIF - LOJIQ	QUESTION : RG-57 - BLANC	PAGE : 1 de 1	DATE : 2021-03-19
-----------------------	--------------------------	---------------	-------------------

---

**QUESTION** Pour chacune des cinq dernières années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.

**RG-58**

---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière, en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.

SOURCE : MRIF - LOJIQ	QUESTION : RG-58 - BLANC	PAGE : 1 de 1	DATE : 2021-03-19
-----------------------	--------------------------	---------------	-------------------

**QUESTION** Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

**RG-59**

- a) la dépense totale (opération et capital) ;
- b) les grands dossiers en cours ;
- c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques ;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ;
- a) e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.

**MRIF**

- a) Dépense totale

**Dépenses 2020-2021 au 28 février 2021**

Opération : 3 473,4 k\$  
 Capital : 536,5 k\$  
 Total : 4 009,9 k\$

Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet – <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).

- b) Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet – <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).
- c) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- d) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.
- e) Veuillez vous référer à la RG-11.

**LOJIQ 2019-2020**

- a) 187 967 \$ (licences, logiciels, stockage, configuration, consultants, banque d'heures de soutien)
- b) Transformation infonuagique (Consolidation des centres de traitement informatique (CCTI) d'Infrastructure technologique Québec (ITQ)  
 Plan d'action en sécurité informatique (SCT)  
 Refonte du CRM (LOJIQ)

Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet – <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).

- c) Cette sous-question est non pertinente à l'étude des crédits.
- d) Moins de 4 ETC.
- e) Veuillez vous référer à la RG-11.

SOURCE : MRIF - LOJIQ	QUESTION : RG-59 - BLANC	PAGE : 1 de 1	DATE : 2021-03-24
-----------------------	--------------------------	---------------	-------------------

---

**QUESTION** Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : MRIF - LOJIQ	QUESTION : RG-60 - BLANC	PAGE : 1 de 1	DATE : 2021-03-19
-----------------------	--------------------------	---------------	-------------------

---

**QUESTION** Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

---

**RG-61**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

---

**QUESTION** Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2020-2021 en indiquant pour chacun :

**RG-62**

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu;
- e) Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

---

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

**QUESTION**  
**RG-63**

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

2020-2021 : Aucun

---

**QUESTION** Pour 2020-2021, la liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

---

Cette question est non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

**QUESTION**  
**RG-65**

Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer :

- a) La date;
- b) La nature;
- c) Les participants;
- d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.

Cette question est non pertinente à l'étude des crédits.

---

<b>QUESTION</b>	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :
<b>RG-66</b>	a) La date; b) La nature; c) Les questions posées; d) Les réponses; e) La firme retenue; f) Les coûts.

---

**MRIF et LOJIQ**

Aucun sondage n'a été réalisé à l'externe au cours de l'exercice financier 2020-2021.

---

**QUESTION** Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :  
**RG-67** a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;  
b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

---

MRIF

Année 2020-2021

- a) Médias communautaires : 0
- b) Médias sociaux : 100 % et 6 560,52 \$

LOJIQ

- a) Médias communautaires : 0
- b) Médias sociaux : 13,64 % et 469 \$

---

**QUESTION** Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la  
**RG-68** Politique jeunesse du Québec en 2020-2021.

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la jeunesse.

---

**QUESTION** Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le  
**RG-69** ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2020-2021.

---

Cette question est non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

---

**QUESTION** Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2020-2021.  
**RG-70**

---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

---

**QUESTION** Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021.  
**RG-71**

---

La liste contrats octroyés par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021, s'il en est, est présentée à la réponse à la question 8.

En ce qui concerne les actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels, nous vous informons que, suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

---

**QUESTION** Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la  
**RG-72** Politique culturelle du Québec en 2020-2021.

---

Le ministère a également versé 3 037 170 \$ à Télé-Québec afin de contribuer au financement de TV5 Monde et à la libération de d'émissions québécoises diffusées sur les ondes de TV5 Monde et 460 000 \$ à TV5 Québec Canada. Ces engagements permettent de favoriser la diffusion de contenus culturels francophones au Québec, au Canada et à l'international, ainsi que d'accroître l'influence du Québec en matière de culture, tout en soutenant la Francophonie, la langue française et en contribuant à la diversité des expressions culturelles.

Le ministère a versé un montant de 10 000\$ à l'Institut français pour contribuer à l'organisation des États généraux du livre en langue française dans le monde en septembre 2021, événement dont le Québec est co-organisateur.

Ces appuis s'inscrivent dans le cadre de la mesure 15 « Renforcer les actions de coopération et accroître la présence du Québec aux forums internationaux du Plan d'action gouvernemental en culture 2018-2023 découlant de la Politique culturelle.

---

**QUESTION** Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations de  
**RG-73** l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.

---

**QUESTION** Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations du  
**RG-74** rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.

---

**QUESTION**    Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action  
**RG-75**        gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022  
                      « Faire plus, faire mieux ».

---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

---

**QUESTION** Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action  
**RG-76** interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».

---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

---

**QUESTION** Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action  
**RG-77** interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.

---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

---

**QUESTION** Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action  
**RG-78** gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine.

---

**QUESTION** Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».

**RG-79**

---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

---

**QUESTION** Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie nationale sur la  
**RG-80** main-d'œuvre 2018-2023.

---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

---

**QUESTION** Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au  
**RG-81** sujet du Plan d'action pour la main d'œuvre.

---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

---

**QUESTION** Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action 2018-2023 :  
**RG-82** « Un Québec pour tous les âges ».

---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

---

**QUESTION** Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action  
**RG-83** gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2020.

---

L'information concernant le plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 des ministères et organismes assujettis à la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires.

---

<b>QUESTION</b> <b>RG-84</b>	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.
---------------------------------	--

---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

---

**QUESTION** Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au  
**RG-85** sujet du Plan d'agriculture durable 2020-2030.

---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture et de l'alimentation du Québec.

---

**QUESTION** Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au  
**RG-86** sujet du Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.

---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

---

**QUESTION** Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au  
**RG-87** sujet du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.

---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

---

**QUESTION** Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au  
**RG-88** sujet du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2017- 2022.

---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

**QUESTION**  
**RG-89**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

---

**QUESTION** Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au  
**RG-90** sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.

---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

---

**QUESTION** Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au  
**RG-91** sujet de la Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.

---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

---

**QUESTION** Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au  
**RG-92** sujet du Plan d'action en économie numérique 2016-2021.

---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

---

**QUESTION** Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au  
**RG-93** sujet de la Stratégie maritime 2015-2030.

---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec.

---

**QUESTION** Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au  
**RG-94** sujet de la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.

---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

---

<b>QUESTION</b> <b>RG-95</b>	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023.
---------------------------------	--

---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs.

QUESTION Plan d'action de la politique internationale du Québec 2018-2020.

## RG-96

La Politique internationale de 2017 est toujours en vigueur. Le gouvernement a toutefois choisi de cibler son action internationale sur certaines priorités et thématiques. À cet égard, il a lancé la Vision internationale du Québec (VIQ), qui a été rendue publique le 29 novembre 2019.

### Présentation

La Vision internationale, *Le Québec : fier et en affaires partout dans le monde!* vient compléter et approfondir les acquis de la diplomatie québécoise et fut saluée par nos partenaires. Cette vision confirme le virage économique du gouvernement dans l'action du réseau des représentations du Québec à l'étranger, tout en précisant que la spécificité du Québec sur les plans linguistique et culturel, nos atouts historiques, demeure le socle de l'affirmation du Québec à l'international.

En matière de relations internationales, le gouvernement continuera de promouvoir l'identité, la culture et les intérêts du Québec dans le monde, tout en mettant davantage l'accent sur l'économie.

La Vision repose sur trois fondements :

- notre affirmation identitaire, 50 ans d'affirmation du Québec à l'étranger défini notamment par notre culture et notre langue;
- la proximité et la volonté de mieux servir les régions et les partenaires;
- de la diplomatie d'influence à la diplomatie économique.

Le gouvernement se donne ainsi cinq priorités dans le déploiement de son action à l'étranger pour soutenir le développement du Québec :

- attirer les investissements et accroître les exportations;
- recruter la main-d'œuvre et les talents;
- propulser l'innovation québécoise sur les marchés internationaux;
- appuyer les établissements d'enseignement et les jeunes dans leur ouverture au monde;
- contribuer à la lutte contre les changements climatiques dans une perspective économique durable.

**QUESTION**  
**RG-97**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan pour une économie verte 2020-2030.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

---

**QUESTION** Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au  
**RG-98** sujet de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020.

---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

---

**QUESTION** Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au  
**RG-99** sujet de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.

---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

---

QUESTION Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.

**RG-100**

---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

---

**QUESTION** Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la  
**RG-101** conciliation travail-famille.

---

Cette question est non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

---

**QUESTION**      Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en  
**RG-102**            application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS)

---

Cette question est non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

---

**QUESTION** Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de  
**RG-103** l'électrification des transports.

---

Cette question est non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

---

**QUESTION** Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la  
**RG-104** rétention des travailleurs d'expérience.

---

Cette question est non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

**QUESTION**  
**RG-105**

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2020-2021, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié ;
- b) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2021 ;
- c) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

---

**QUESTION** Coût total des primes COVID-19 accordées au sein du ministère ou de l'organisme, montant  
**RG-106** individuel de ces primes et nombre d'employés qui en ont bénéficié en 2020-2021.

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

---

**QUESTION**      Nombre de mises à pieds et de non-renouvellement de contrats découlant de la pandémie de la  
**RG-107**            COVID-19, au sein du ministère ou de l'organisme, en 2020-2021.

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

---

**QUESTION** Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'acquisition  
**RG-108** de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau,  
remboursement de frais d'internet, etc.)

---

Veillez vous référer à la RG-08.

---

**QUESTION** Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'acquisition  
**RG-109** de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau,  
remboursement de frais d'internet, etc.)

---

Veillez vous référer à la RG-08.

---

**QUESTION** Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'acquisition  
**RG-110** de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau,  
remboursement de frais d'internet, etc.)

---

Veillez vous référer à la RG-08.

QUESTION  
**RG-111**

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Aucune somme remboursée.

**QUESTION**  
**RG-112**

Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**QUESTION**  
**RG-113**

Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 :

- a) Les sommes dépensées;
- b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE)
- c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

- a) 79 313 \$
- b) Cette sous-question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- c) Cette sous-question semble non pertinente à l'étude des crédits.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

**QUESTION  
RG-114**

Concernant l'achat de matériel de protection individuel par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 :

- a) Total des dépenses réalisées;
- b) Type de matériel de protection acquis (gants, gels, visières, etc.);
- c) Liste des fournisseurs retenus;
- d) Coûts d'installation;
- e) Liste des contrats accordés et montants déboursés;
- f) Si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif;

Type de matériel	Dépenses réalisés*	Nom fournisseur	Type de contrat	Motif du type de contrat
Écrans de protection	730,00 \$	Enseigne Simon	Gré à Gré	Un contrat d'approvisionnement peut être conclut de gré à gré si le montant est inférieur aux seuils d'appel d'offres déterminés par les accords de libéralisation.
Écrans de protection	1709,54 \$	Bruneau	Gré à Gré	
Gants	49,80 \$	Les produits sanitaires Lépine	Gré à Gré	
Gel	194,26 \$	Les produits sanitaires Lépine	Gré à Gré	
Gel	525,67 \$	Hamster	Gré à Gré	
Masques	83,34 \$	Costco	Gré à Gré	
Masques	379,35 \$	FSRS Établissement de détention Leclerc	Gré à Gré	
<b>Total :</b>	<b>3 671,96 \$</b>			

\* Les coûts d'installation, s'il en est, sont inclus dans le total des dépenses réalisées.

**QUESTION**  
**RG-115**

Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir :

- a) Le total des sommes dépensées;
- b) Le nom des fournisseurs retenus;
- c) La liste des contrats.

a) Total des sommes dépensées (siège et représentations) : 12 226,59 \$

b) Nom des fournisseurs retenus :

- Groupe Arcade
- Tishman & Speyer
- La Capitale

c) Commandes sans contrats

---

<b>QUESTION</b> <b>RG-116</b>	Fournir chaque avis reçu par le ministère ou l'organisme de la part de la Direction nationale de la Santé publique, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) ou ,en lien avec la pandémie de la COVID-19.
----------------------------------	--

---

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

---

**QUESTION** Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du  
**RG-117** ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.

---

Cette information semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

---

<b>QUESTION</b> <b>RG-118</b>	Nombre de plaintes reçues par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en lien avec la pandémie de COVID-19. (Préciser le nombre de plaintes provenant des employés et le nombre de plaintes provenant du public)
----------------------------------	---

---

Cette question semble non pertinente à l'étude des crédits.

---

**QUESTION**      Consignes et directives données aux employés des cabinets ministériels en lien avec la pandémie  
**RG-119**          de COVID-19 et leur présence au bureau en 2020-2021.

---

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

**QUESTION** Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié)  
**RG-120** de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2020- 2021 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;

Ces informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>

**MRIF**

Aucun.

**LOJIQ**

- a) Cette sous-question est non pertinente à l'étude des crédits.
- b) CGI.
- c) Cette sous-question est non pertinente à l'étude des crédits.
- d) 8 500 \$
- e) Ajout du module « partenaire » dans le cadre de la refonte du CRM

**QUESTION**  
**RG-121**

Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant :

- a) le nom du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'état de prestation des services;
- e) l'échéancier.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

QUESTION

**RG-122**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Veillez vous référer à la réponse de la RG-08.

---

<b>QUESTION</b>	Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2020-2021 :
<b>RG-123</b>	a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; c) le nombre total de demandes reçues; d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus); e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai en indiquant, par demande, le temps de réponse.

---

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 des ministères et organismes.

---

**QUESTION** La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et  
**RG-124** organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

---

2020-2021 : Aucun.

---

**QUESTION** Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

---

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

---

**QUESTION** Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2020-2021, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).

---

L'information concernant les divulgations d'actes répréhensibles sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 des ministères et des organismes ainsi qu'au Rapport annuel d'activités 2020-2021 du Protecteur du citoyen.

---

**QUESTION**    Nombre de postes ouverts pour les années financières 2020-2021 et 2021-2022; et nombre de postes  
**RG-127**    comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.

---

Veillez vous référer à la réponse à la question RG-15m.

---

**QUESTION** Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.

**RG-128**

- a) Nombre de stagiaires reçus;
  - b) Heures de stages effectués;
  - c) Rémunération totale déboursée.
- 

- a) 0
- b) Cette sous-question semble non-pertinente à l'exercice de l'étude des crédits
- c) 0 \$

---

<b>QUESTION</b> <b>RG-129</b>	Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant : a) nombre total de véhicules; b) le type de véhicules; c) le nombre de véhicules hybrides; d) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; e) le nombre de véhicules électriques.
----------------------------------	--

---

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

**QUESTION**  
**RG-130**

Veillez fournir une liste des actions effectuées dans le ministère ou l'organisme en lien avec le PACC 2020, pour 2019-2020, incluant :

- a) les sommes dépensées pour chaque action;
- b) le nombre d'ETC dédiés au suivi ou à la mise en oeuvre de chaque action.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

---

**QUESTION** Fournir la liste des rencontres avec des représentants autochtones, avec la date de la rencontre,  
**RG-131** les nations représentées et l'objet de la rencontre.

---

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

---

**QUESTION**  
**RG-132**      Faire une liste de toutes les analyses différenciées selon les sexe (ADS+) effectuées au sein de tous les ministères et tous les organismes. Donner le coût pour effectuer chacun de ces analyses en ETC ou le montant du contrat octroyé.

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine.

